

# OTAN : Des décisions inquiétantes (p. 3)

Supplément à l'Humanité

# Communiste www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabaliér - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Meline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe -

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

**L'ÉTÉ**  
**ÇA N'EST PAS FAIT**  
**POUR CASSER**  
**LE CODE**  
**DU TRAVAIL !**



**Du 1<sup>er</sup> au 8 juin, les candidates et candidats PCF, leurs soutiens vont prendre dans toute la France des initiatives publiques, spectaculaires et médiatiques, pour crever le mur du silence autour de la gravité de la réforme du Code du travail lors d'une semaine nationale d'action. (p. 3)**

**Appelons à faire élire le maximum de député-e-s qui s'engagent à refuser ces ordonnances. ★**

*2017, L'humain d'abord !*

**PCF**  
Parti communiste français

**FRONT DE GAUCHE**

## VAL-DE-MARNE

Atelier législatif consacré aux transports tenu le 18 mai à l'école Cachin de Champigny à l'initiative de Denis Oztorun, candidat PCF/Front de gauche. ⚡



## SEINE-ET-MARNE



**E**lsa Martin, 29 ans, est urbaniste, salariée dans le secteur privé. Elle est candidate dans la 9<sup>e</sup> circonscription de Seine-et-Marne (Pontault-Combaault, ville dont elle est maire-adjointe, Brie-Comte-Robert, Combs-la-Ville, Gretz-Tournan notamment). Les thèmes de la campagne? « *Un peu tous les thèmes viennent dans les débats. Les questions de la santé et de l'hôpital, du droit du travail et notre campagne d'été. Mais en fait on met en avant dans notre argumentaire la cohésion de notre projet, et notre mot d'ordre de campagne c'est remettre l'argent au service d'une société de dignité et d'épanouissement.* » ⚡



## AUBE

**A**rnaud Pacot est agent Enedis à Ste-Savine. Il est candidat dans la 3<sup>e</sup> circonscription, soit l'ouest du département (l'ouest de Troyes, La Chapelle-St-Luc, Ste-Savine, Romilly/Seine, Nogent/Seine notamment). Ses thèmes de campagne? « *L'emploi: on est dans un département marqué par un fort taux de chômage, une paupérisation importante. La protection sociale, autre grand thème très important. Et les services publics dans les territoires ruraux.* » Côté presse locale, ça démarre cette semaine. ⚡

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 11 ET 18 JUIN 2017 - 3<sup>EME</sup> CIRCONSCRIPTION DE L'AUBE

2017, L'humain d'abord! PCF FRONT DE GAUCHE

La gauche  
combative  
fidèle à  
ses valeurs!

Arnaud  
PACOT

PCF FRONT DE GAUCHE

Anna ZAJAC  
SUPPLÉANTE

## CÔTE-D'OR



**C'**est un lieu symbolique, la gare SNCF de Chagny (Saône-et-Loire), que les candidats PCF-Front de gauche des 4 départements bourguignons avaient choisi pour marquer, lors d'une conférence de presse, leur détermination à voir aboutir l'électrification de la ligne SNCF Nevers-Chagny. Un dossier sur lequel le PCF bourguignon et ses élus se battent depuis des années, et qui figure en bonne place parmi les propositions portées par ses candidats aux législatives. Parmi eux, les candidates de la Côte-d'Or avec Marie Poincel (titulaire sur la 1<sup>re</sup>), Jacques Cardot (titulaire sur la 5<sup>e</sup>), Isabelle De Almeida (titulaire sur la 3<sup>e</sup>) et Michel Pataud (suppléant sur la 4<sup>e</sup>) accompagnés de Jean-Paul Pinaud (ancien vice-président de la région en charge des transports ferroviaires et de militants syndicalistes cheminots). ⚡

## L'INTERVIEW

# Contre la casse du Code du travail Semaine de mobilisation du 1<sup>er</sup> au 8 juin

Igor Zamichieï, membre de l'exécutif national, revient sur le projet régressif de Macron, détaille la campagne du PCF pour s'y opposer et appelle à faire élire le maximum de député-e-s qui s'engageront à refuser les ordonnances.



**Communistes** QUELLES SONT LES MESURES ENVISAGÉES PAR EMMA-NUEL MACRON À TRAVERS LA NOUVELLE RÉFORME DU

### CODE DU TRAVAIL ?

**IGOR ZAMICHIEÏ :** L'objectif d'Emmanuel Macron est d'amplifier la casse du Code du travail pour répondre aux exigences du MEDEF. L'idée principale est toujours la même : le travail est un coût à réduire, non pour relancer l'économie comme il le prétend, mais en réalité pour augmenter la rentabilité des actionnaires, ce qui produira tout l'inverse d'une relance en aggravant la crise économique et financière. Le Président cherchera avant tout à aller le plus loin possible dans l'inversion de la hiérarchie des normes en autorisant des dérogations à la loi dans plus de domaines que la loi travail pour baisser les salaires ou dégrader les conditions de travail. Il cherchera à baisser au maximum le coût d'un licenciement en plafonnant les dommages et intérêts versés aux prud'hommes. La fusion des instances représentatives du personnel est également programmée, ce qui affaiblirait la protection des salariés. Voilà certaines des mesures envisagées qui, comme on le voit, sont très défavorables aux travailleurs.

**Communistes** EN QUOI LES LÉGISLATIVES VONT-ELLES COMPTER POUR FAIRE ÉCHOUER LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PRÉSIDENTIEL PAR ORDONNANCES ?

**I. Z. :** En procédant par ordonnances, le Président peut accélérer la procédure pour tenter de limiter la contestation de son projet mais il ne peut pas totalement passer outre la représentation nationale car les députés doivent voter une loi d'habilitation autorisant le gouvernement à agir. On mesure donc sur ce point précis que le résultat des législatives sera décisif. Si nous permettons l'élection de députés communistes-Front de gauche en juin prochain, nous aurons dans l'Assemblée des parlementaires qui refuseront de céder leur pouvoir au Président pour la casse du Code du travail. Nous pourrions même contribuer à empêcher le Président d'obtenir une majorité parlementaire, ce qui sera décisif pour résister à ce projet et pour la suite du quinquennat.

**Communistes** DÈS LORS, QUELLE CAMPAGNE DU PCF DÉPLOYER DANS LE PAYS DANS LES SEMAINES QUI VIENNENT ?

**I. Z. :** Avant tout mesurons que rien est joué. Beaucoup dépend de notre mobilisation pour les législatives dans ces derniers jours et de la campagne que nous mènerons, des forces que nous parviendrons à mettre, avec d'autres, en mouvement. Et nous avons un atout pour cela : le projet présidentiel de casse du Code du travail. Les Français l'ont déjà rejeté car 70 % étaient opposés à la loi travail sous le précédent quinquennat. La direction a décidé de lancer dès maintenant une campagne nationale autour du thème « L'été ça n'est pas fait pour casser le Code du travail. Non aux ordonnances Macron ». Dès demain, nous tiendrons une initiative à Paris pour lancer la semaine de mobilisation nationale du 1<sup>er</sup> au 8 juin avec Pierre Laurent et Didier Le Reste. Nous irons à 18 h 30 devant le Conseil des prud'hommes pour dénoncer le projet présidentiel, en particulier le plafonnement des indemnités de licenciement, et porter nos contre-propositions. Nous nous rendrons ensuite sur les quais à proximité pour un moment convivial avec les Parisiens donnant la mesure du choix de société auquel nous faisons face : ou l'asservissement au travail et à la précarité à vie, ou une vie digne faite d'un travail reconnu, correctement payé, avec un bon salaire, permettant le droit au repos pour tous.

Multiplions les initiatives partout en France pour montrer que des propositions de progrès existent pour accorder les droits des salariés avec les grands enjeux contemporains. Ce que nous proposons c'est un Code du travail du XXI<sup>e</sup> siècle pour mettre en œuvre un nouveau droit à la mobilité et à la sécurité professionnelle des salariés, accompagné de nouveaux pouvoirs d'intervention dans les entreprises. C'est d'ailleurs tout le sens de la proposition de loi « Pour une sécurité d'emploi et de formation » déposée à l'Assemblée nationale par les parlementaires communistes sur laquelle nous pouvons nous appuyer. ✪

Propos recueillis par  
Gérard Streiff

## PARTI PRIS

### CAMPAGNE OFFICIELLE : On a retrouvé Ubu roi, il est au CSA !

Le Conseil constitutionnel, suite à un référé d'En marche, doit donner un avis sur le temps d'antenne pour la campagne audiovisuelle officielle.

A cette occasion, le PCF dénonce avec force le scandale du partage du temps d'antenne.

Disposant de deux groupes parlementaires, à l'Assemblée et au Sénat, et présentant 524 candidats, le PCF se verra

« généreusement » attribuer 5 minutes, contre 2 h au PS et 1 h 44 à LR. Un parti qui ne dispose pas de groupe parlementaire mais présente plus de 75 candidats aura lui 7 minutes de temps d'antenne.

On a retrouvé Ubu roi, il est au CSA !

Le PCF demande au Conseil constitutionnel de faire cesser cette farce anti-démocratique et que les règles promises d'équité soient respectées. ✪

## PLANÈTE

# Sommet éclair de l'OTAN

Des règlements de compte qui éloignent toute perspective de paix



**P**as facile de s'y retrouver. Donald Trump énerve tant ses coreligionnaires européens que même la presse s'insurge et *Le Monde* s'est fendu d'un éditorial acerbe dans son édition du 26 mai, déformant quelque peu les faits, afin de pouvoir en conclure : « Non seulement les Européens doivent prendre davantage en charge leur sécurité, mais ils doivent le faire ensemble, en construisant une défense européenne. »

Faisons abstraction de l'art et des manières du président Trump et revenons sur les décisions et déclarations de cette rencontre.

Premièrement, l'Otan s'engage en tant que telle désormais dans la coalition internationale (sous commandement américain) contre l'organisation État islamique au Proche et Moyen-Orient... Cette « avancée », largement ignorée des médias, est une très mauvaise nouvelle ; non seulement, elle vient renforcer le projet d'une « Otan du Proche-Orient » à laquelle travaillent les dirigeants américains, turcs, israéliens et saoudiens..., mais elle va impliquer davantage des pays comme le nôtre dans une nouvelle étape d'opérations

militaires sans qu'on n'en connaisse ni les conditions exactes ni les buts, et sans qu'un cadre politique ne soit établi au plan international pas plus que par nos représentations nationales.

Cette concession de pays membres de l'Otan à commencer, par la France, manifeste de la poursuite inquiétante du manque de visions et actions internationales, particulièrement de notre pays malgré les déclarations d'Emmanuel Macron lors de son passage au Mali.

Deuxièmement, le businessman... pardon le président américain a transformé la rencontre politique en réunion de trésorerie. « L'Amérique prête de nouveau à diriger le monde » (D. Trump, discours devant le Congrès en janvier 2017) a besoin d'argent, de beaucoup d'argent (celui des autres) pour nourrir ses ambitions militaires et de ventes d'armes et matériels américains. L'obligation (et non objectif) faite aux membres de l'Otan de consacrer 2 % de leur PIB à la Défense s'inscrit dans cet objectif. La guerre est un business très sérieux et très lucratif.

Troisièmement, le reproche d'avoir « ostensiblement omis

de confirmer l'engagement des États-Unis à appliquer l'article 5 de la charte atlantique, pierre angulaire de l'Alliance, qui fonde l'obligation d'intervenir pour défendre tout allié attaqué » (dixit *Le Monde*) est pour les dirigeants européens atlantistes un problème sans doute plus d'ordre d'affichage devant leurs opinions publiques que de fond. Il faut bien donner du crédit à un tel renforcement de l'engagement européen dans l'Otan. Et ce renforcement est précisément, quatrièmement, la volonté de franchir une nouvelle étape dans la construction d'une « défense européenne » - déjà totalement arrimée et conçue comme encadrée dans l'Otan depuis le traité de Maastricht.

Le 12 avril, Donald Trump affirmait que l'Otan est non plus « obsolète » mais un « rempart pour la paix internationale ». Ce sommet éclair (90 minutes de rencontre...) le confirme : l'Otan empêche l'avènement d'une grande paix humaine aussi bien en Europe que dans le monde. Un vrai rempart en somme. ✪

Secteur international-Europe du PCF  
Paris, le 26 mai 2017

# Le rail, Macron et le PCF

Ce que propose Macron en matière de transports, en particulier pour le ferroviaire, n'a rien de réjouissant puisqu'il a créé – pour les pauvres – les bus qui portent son nom. Lui continuera à prendre le TGV! La politique ultra-libérale qu'il préconise, les effets en sont connus. Il suffit de jeter un œil en Grande-Bretagne ou en Allemagne. La SNCF veut accroître sa compétitivité sur le dos des usagers et des cheminots. Le souci de rentabilité a remplacé les valeurs de service public. Tout cela pour ouvrir le transport à la « concurrence libre et non faussée » et pour le tout profit.

Utile aux usagers, le rail l'est aussi écologiquement pour diminuer la circulation et réduire la pollution, tant pour le transport des personnes que des marchandises.

Pourtant, en matière de transports, ni la COP21, ni le Grenelle de l'environnement n'ont été suivis d'effets. C'est particulièrement vrai pour le fret. En quelques années, le rail a perdu la moitié de ses trafics de marchandises. Mais 2 millions de camions de plus sur nos routes. Dans le même temps, tout est fait pour nuire au fret ferroviaire : autorisation de circuler aux camions de 44 tonnes, abandons de l'écotaxe et de la taxe poids lourds. Rien n'est fait pour favoriser les modes de transport vertueux en matière d'environnement que sont les transports ferroviaires ou fluviaux.

Pourtant, des solutions existent. En Suisse, en 2015, le transport ferroviaire concernait plus de 70 % du trafic de transit international dans les Alpes! C'est donc faisable, dès lors qu'on en a la volonté politique. Le Parti communiste a fait de ces questions une priorité nationale en lançant en février dernier une grande bataille du rail dans tout le pays pour faire connaître nos propositions.

L'État doit prendre en charge la régénération du réseau ferré et son développement car les infrastructures ferroviaires sont un élément clef de l'aménagement du territoire. Impératif aussi de revenir à un système ferroviaire réunifié au sein d'une entreprise publique unique, à l'opposé de la filialisation à outrance qui sévit depuis des années. C'est ainsi qu'il sera

possible d'imposer des critères sociaux, environnementaux et de qualité de service stricts et d'instaurer une tarification sociale et écologique pour s'extraire d'une concurrence déloyale entre la route et le rail ou le fleuve.

Cela ne pourra pas se faire sans un travail sur la fiscalité, la tarification mais aussi les droits sociaux. Nous proposons de généraliser le versement transport à toutes les régions et de l'appliquer à toutes les entreprises. Il faut aussi tendre vers la gratuité des transports péri-urbains afin de rendre les transports en commun plus attractifs.



Le PCF aux côtés des cheminots

Au niveau européen, la France doit lancer un processus de renégociation des paquets ferroviaires avec, plutôt que la concurrence effrénée, un objectif de coopération et de mutualisation des différentes compagnies de chemin de fer. Il faut aussi parler des coûts financiers de la dette, exorbitante. Les intérêts de cette dette s'élèvent à 1,75 milliard d'euros par an, ce qui correspond à 26 000 emplois par an. C'est à l'État de la prendre en charge cette dette publique, contractée sous ses ordres.

Nous proposons aussi la renationalisation du réseau autoroutier dont les bénéfices vont aux actionnaires de groupes privés. Au contraire, la nationalisation permettra d'affecter ces bénéfices au financement des infrastructures de transport, sous l'égide d'un pôle public national des transports, l'État définissant une politique publique favorisant la complémentarité des modes plutôt que leur mise en concurrence exacerbée.

Enfin, rien ne pourra se faire sans garantir aux cheminots un haut niveau social. L'élection d'Emmanuel Macron ne promet rien de bon. Nous serons aux côtés des cheminots pour le maintien de leur statut, l'amélioration de leur protection sociale et une formation professionnelle apte à assurer la qualité et la sécurité du transport ferré. ✪

Yann Henzel

## Les écrouelles

Des rédactions papelardes, françaises et européennes, célèbrent sans vergogne le nouveau Président, pourtant élu sans entrain (Monsieur 16 %). La palme des « unes » dévotes, pour l'instant, revient à *Die Zeit* (Allemagne) qui reproduit sur sa couverture la tête à Macron, angélique, surmontée d'une auréole! C'est à peine du deuxième degré puisque le dossier est intitulé « Le sauveur ». À quand les médailles pieuses? Et la béatification? Et pourquoi pas demain le retour du roi guérisseur, celui qui sauvait des écrouelles? ✪

Gérard Streiff

## Elections législatives Signons le pacte d'April pour le logiciel libre

Les communistes et les promoteurs du logiciel libre ont un point commun important : la passion du partage. En effet, le libre partage de l'information par tous est au fondement des quatre libertés qui définissent le logiciel libre : liberté d'utilisation, liberté de copie, liberté d'accès au code source, liberté de modification et de redistribuer les versions modifiées.

Développer l'usage des logiciels libres dans tous les services publics en les émancipant de la domination des logiciels propriétaires de Microsoft et autres Apple, c'est faire reculer le tout marché, lutter contre l'obsolescence programmée et donc avoir une démarche écologique et engager le pays dans une autre logique économique et sociale.

Contre le gouvernement de Hollande-Macron, sa majorité et les députés de droite, nos député-e-s sortant-e-s se sont battu-e-s pour inclure dans la loi sur la République numérique l'obligation impérative de l'usage des logiciels dans les administrations et les services publics L'April, association française de défense du logiciel libre, qui a été à la pointe des combats contre Acta et contre la brevetabilité des logiciels, propose à tou-te-s les candidat-e-s aux élections législatives de signer un pacte où il s'engage à la promotion du logiciel sur leur commune\*.

La signature de ce pacte par chacun-e de nos candidat-e-s est un acte politique fort qui conforte les valeurs pour lesquelles nous nous battons. ✪



Yann Le Pollotec

Responsable de la commission « Révolution numérique » du PCF

\* [www.april.org/legislatives-2017-l-april-relance-l-operation-un-tract-un-pacte](http://www.april.org/legislatives-2017-l-april-relance-l-operation-un-tract-un-pacte)



## FRONT NATIONAL : L'IMPOSTURE DROITE : LE DANGER

Les débats animés par

MARC BRYNHOLE

31 mai Gisors (Eure)

2 juin Joinville (Haute-Marne)

ALAIN HAYOT :

1<sup>er</sup> juin Ajaccio (Corse-du-Sud)

## VOUS NE POUVEZ PAS ALLER VOTER POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

### Donnez procuration

Si vous ne connaissez personne pour porter votre procuration, les militants du PCF peuvent vous mettre en relation avec un électeur Front de gauche près de chez vous.



Voir sur « [2017.pcf.fr/procuration](http://2017.pcf.fr/procuration) » Et auprès de votre Commissariat de police ou Gendarmerie nationale

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.